



LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

Y a-t-il UNE ANTENNE RELAIS
cachée dans la forêt
de Bouconne ?

À VUE. Si la forêt de Bouconne est cernée de pylônes téléphoniques, son territoire de 2378 hectares, lui, en est totalement vierge. Il n'est d'ailleurs pas toujours facile de capter durant les balades dominicales. Mais alors, à quoi peut donc bien servir cette mystérieuse tour de télécommunication, cachée là, entre les arbres ?

Le soleil perce faiblement entre les feuilles multicolores des arbres. Les ondes aussi. Un panier contenant de quoi préparer trois omelettes pend au bras de Georges. Ce dernier connaît le domaine comme sa poche : « Une antenne relais ? Mais quelle sottise ! À quoi voulez-vous que ça serve ici ? » Pourtant, il indique la direction de Lévigac, près de la base de loisirs : « Vous trouverez quelque chose de ressemblant. » En effet, en prenant la route du Drapeau depuis la N224, l'on tombe sur un sentier balisé. Au bout du chemin, un édifice rouge tente de se camoufler derrière des troncs trop minces. Le bâtiment est un cylindre de briques de 10 mètres de haut. Voici l'antenne relais. Celle-ci a deux particularités. La première est qu'elle n'envoie pas d'ondes potentiellement dangereuses. La seconde est qu'elle ne fonctionne plus depuis plus d'un siècle et demi. Il s'agit d'un télégraphe Chappe. Ce système de communication révolutionnaire a été développé en France à la fin du XVIII^e siècle. En 1773, Claude Chappe invente un procédé optique qui permet de communiquer à distance. En installant une tour tous les dix kilomètres entre deux villes distantes, l'on peut diffuser une information grâce à des signaux cryptés. Un mât de six mètres de haut, disparu aujourd'hui, surplombait l'ensemble. « À Bouconne, un stationnaire était présent toute l'année pour assurer les transmissions », explique José Fernandez, historien et auteur de "La tour de Chappe de la forêt de Bouconne". Cet employé de l'État redirigeait le message envoyé par la tour de Cornebarrieu vers celle de Thil, et vice-versa.



À l'aide d'une lunette de Galilée, sorte de longue vue, il regardait la position de la tour précédente. Puis il manipulait son mat grâce à des cordes et des poulies pour l'imiter. Enfin, il s'assurait que la tour suivante reproduisait son mouvement. Les messages parvenaient à Paris en cinq petites heures, au lieu de cinq jours à dos de cheval. « La capitale a pu ainsi renforcer sa mainmise sur le pays. À la moindre insurrection régionale, l'armée pouvait mobiliser des troupes beaucoup plus rapidement », précise José Fernandez. Les stationnaires ignoraient tout de ce qu'ils transmettaient. Seuls les militaires et les préfets étaient équipés du dictionnaire Chappe, permettant de décrypter l'information. La tour de Bouconne a fonctionné de 1834 à 1853, avant que le télégraphe électrique ne le ringardise définitivement.

Gabriel Haurillon ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9
UN HABITAT INNOVANT
POUR LES PERSONNES
EN GRANDE PRÉCARITÉ

Politique p.12
LES RADICAUX
CHERCHENT UNE PLACE
AU CENTRE

Dépendance : AIDER LES AIDANTS

L'hebdo indépendant



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 25 > 31 OCTOBRE 2018 • N° 811

R 29141 - 0811 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE AIDE...

... qui cherchait de l'aide

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas
Belaubre, Séverine Sarrat, Paul Périé,
Océane Redon, Gabriel Haurillon et Grégoire
Souchay.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



On a tous en tête la tatie Danielle qu'Étienne Chatiliez a mis en scène en 1990 dans le film du même nom. Si les traits de cette vieille dame acariâtre ont été volontairement tirés à l'excès pour les besoins comiques du long-métrage, le fond du scénario retrace les bouleversements que subit une famille accueillant une personne âgée à demeure.

Pour le neveu de tatie Danielle, il est naturel de prendre en charge son aïeule désormais veuve et seule. Mais c'est sans compter les sacrifices qu'il devra consentir pour s'en occuper. Passé l'effet cocasse et drôle de certaines situations, un sentiment de compassion envers cette famille aidante prend le spectateur au ventre. Difficile de maintenir une vie sociale, une relation de couple, un équilibre personnel.

Quoi de plus noble que de vouloir aider un membre de sa famille? Mais il ne faut pas oublier que l'investissement est quasi-professionnel quand la prise en charge est permanente. Toilette, habillage, repas, loisirs, coucher... Tout passe sous la responsabilité de la personne aidante, qui n'est pas forcément préparée à une telle charge de travail. Oui, lorsqu'une fille quitte son emploi pour s'occuper à plein temps de sa mère par exemple, il n'est pas aberrant de considérer cela comme un travail. En revanche, pas de vacances envisageables, pas de pauses non plus, et encore moins de salaire. Certains, à long terme, sont victimes de burn-out. Un sentiment d'épuisement et un manque de reconnaissance que les aidants ont de plus en plus de mal à supporter.



Séverine Sarrat

Tout le monde va passer à l'électrique.

Renault ZOE d'occasion
3 ans, 25 000 km

A partir de
59 € TTC/mois⁽¹⁾

Hors location de batterie⁽²⁾
LLD 37 mois avec un 1^{er} loyer de 1 100 €
Prime à la conversion déduite

Renault OCCASIONS

Renault OCCASIONS c'est en étant exigeant qu'on reste n° 1. * 1^{er} RÉSEAU DE FRANCE DE VENTE DE VÉHICULES D'OCCASION AUX PARTICULIERS.*

* Source Argus 2018: volume des ventes réseaux aux particuliers en 2017. (1) Exemple de Location Longue Durée pour une ZOE Life de seconde main de 36 à 48 mois et de 20 000 km à 30 000 km; remise en état standard, hors option; hors accessoires et hors location de batterie, sur 37 mois et 22 500 km avec un premier loyer majoré de 3 100 € ramené à 1 100 € après déduction de la prime à la conversion de 2 000 € (montant maximum déductible selon situation fiscale), sous condition de mise au rebut d'un véhicule éligible (voir conditions sur www.service-public.fr); puis 36 loyers de 59 €/mois; Restitution du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 397 267 200 € - Siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. (2) Location de batterie au tarif promotionnel de 29 €/mois au lieu de 59 €/mois pour un contrat de 7 500 km annuels, hors mois de livraison qui reste à 59 €. Pour tout kilométrage annuel supérieur, voir barème en concession. La location de la batterie est proposée par DIAC LOCATION, SA au capital de 29 240 988 € - Siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 329 892 568 RCS Bobigny. L'offre comprend la prise électrique Green'Up™ Access de Legrand et son installation par Proxiserve sur la base d'un montant maximum de 500 € HT. Offre non cumulable avec les autres offres en cours. Réservée aux particuliers et limitée aux stocks disponibles jusqu'au 31/12/2018, dans le réseau Renault participant. Voir détail de l'offre en concession.

renewalt-occasions.fr

3 COMPRENDRE

SACERDOCE. La nécessité de s'occuper d'un être cher vous tombe dessus sans crier gare. Un enfant lourdement handicapé, un conjoint grabataire ou un proche devenu incapable de se prendre en charge... 7jours/7, 24heures/24, le rôle trop peu reconnu des aidants familiaux peut facilement s'apparenter à un chemin de croix. Afin d'améliorer leur situation, le Sénat examine ce jeudi une proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants. En attendant, le JT s'est mis en quête des solutions qui simplifient leur quotidien.



DÉPENDANTS

Aider les

Jt

Plus de 11 millions de Français sont aujourd'hui considérés comme aidants. Parmi eux, 63 % ne savent pas qu'ils appartiennent à cette catégorie selon le dernier baromètre de l'Institut BVA sur le sujet. Et pour cause, la définition reste plutôt large. Selon la loi du 28 décembre 2015, un aidant est celui qui assiste, « de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne » une personne malade, dépendante ou handicapée. Cela concerne plus de deux Français sur dix. Et ce chiffre est amené à augmenter. « Ils seront 17 millions en 2020. C'est un sujet de société majeur », anticipe Fabienne Ernoult, déléguée générale

« 5 millions de salariés aident un enfant, un conjoint, un parent ou un proche »

de la Fondation April, à l'initiative de l'enquête.

Plusieurs facteurs sont en cause. Les baby-boomers, nés au lendemain de la Seconde guerre mondiale, arrivent à un âge avancé. « Or l'on sait que 30 % des plus de 85 ans sont en perte d'autonomie », note Serge Guérin, sociologue spécialiste des questions liées au vieillissement. À ceci s'ajoute l'allongement de la durée de vie des personnes handicapées ou atteintes d'une maladie chronique comme le diabète, le cancer, la sclérose... « Elles vivent désormais plus longtemps, ce qui entraîne une prise en charge plus longue.

Sans oublier le fait qu'elles sont de plus en plus nombreuses, victimes des perturbateurs endocriniens, de la pollution... », observe-t-il.

Pour prendre soin de ces personnes dépendantes, les aidants doivent se libérer du temps : moins de cinq heures par semaine pour 38 % d'entre eux et plus de 40 heures pour près de 10 %. « Cet investissement est reconnu depuis la loi d'adaptation de la société au vieillissement (2015), mais aucun statut juridique n'est acté. Jusqu'ici, nul besoin d'éclaircir leur situation car il était naturel de prendre en charge les siens. Les femmes ne travaillant pas dans leur grande majorité, c'est elles qui s'acquittaient de cette tâche », précise Serge Guérin. Mais la société évolue et les choses paraissent moins évidentes. D'abord parce que plusieurs géné-



NCE : *aidants*

rations ne vivent plus sous le même toit, et parce que les femmes ont maintenant une activité professionnelle dans la plupart des cas. Pour autant, elles représentent encore près de 60 % des aidants. À ce jour, « plus de 5 millions de salariés aident un enfant, un conjoint, un parent ou un proche malade, handicapé ou en perte d'autonomie. Ces situations sont difficiles et fatigantes à vivre », déclarait Muriel Pénicaud, ministre du Travail, lors de la remise des prix Entreprise & salariés aidants en octobre 2017. Car cet investissement les conduit souvent à aménager leurs horaires de travail, voire à quitter totalement leur emploi. C'est l'un des impacts subis par les aidants. L'état de santé en est un autre : pour 38 % d'entre eux, c'est l'un des effets négatifs dus à leur situation. S'en

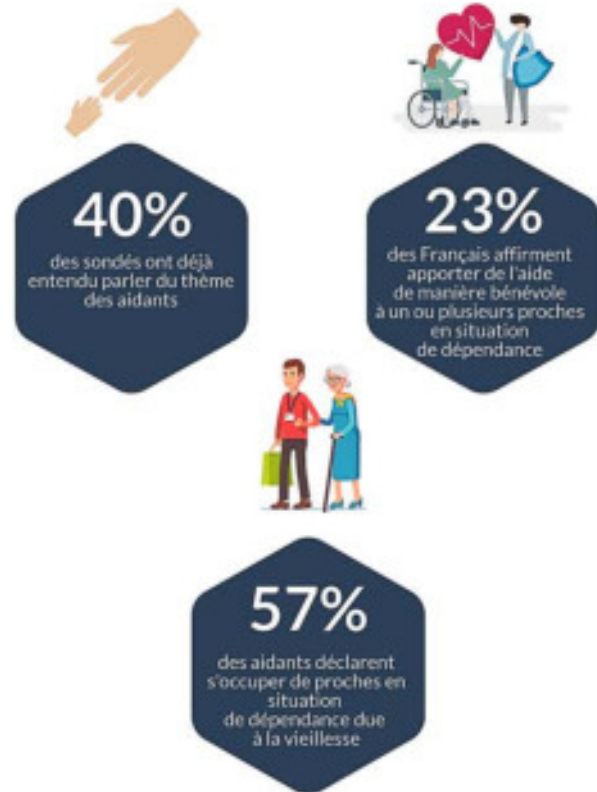
suivent une perte de vie sociale (24 %) et une dégradation de leur situation financière (15 %) selon l'enquête BVA. Autant de sacrifices qui poussent les aidants à demander une reconnaissance de leur statut, notamment pour ceux qui gardent une activité professionnelle en parallèle. Une proposition de loi, examinée ce jeudi au Sénat, promet l'amélioration de leur situation, par exemple par la mise en place d'une indemnisation journalière versée par l'employeur. Celle-ci serait financée par une surprime sur certains contrats d'assurance.

« C'est un sujet de société majeur »

Séverine Sarrat ✍

Les proches aidants

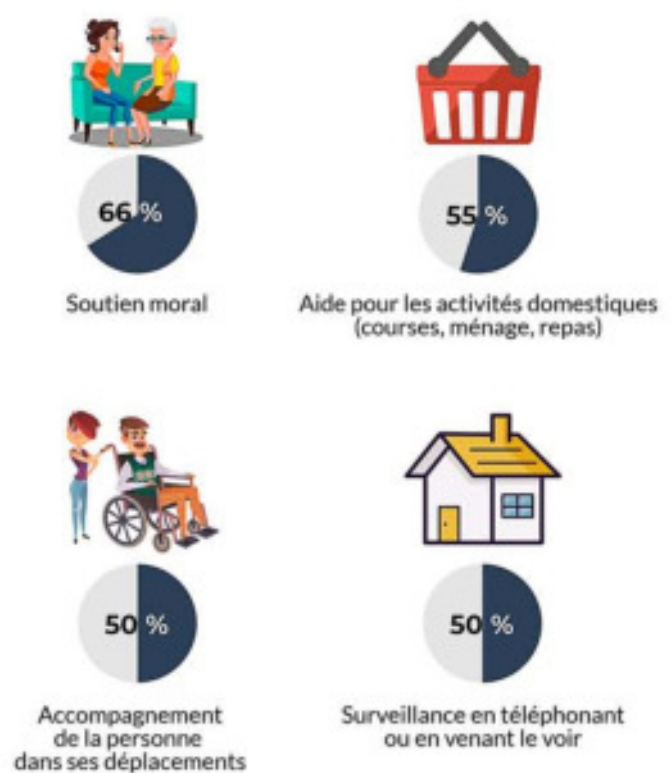
Une thématique de plus en plus connue par les Français



Portrait-type de l'aidant



Les principales tâches effectuées par les aidants



DÉPENDANCE social club

POUCE. Une fois par semaine, la halte-répit de Cornebarrieu, un lieu convivial d'accueil pour personnes âgées atteintes de maladies neurodégénératives, ouvre ses portes durant un après-midi. Ce dispositif permet de donner un peu de temps libre aux aidants. Trois heures de liberté inestimables.

Jt



Comme tous les lundis après-midi, Marie-Claire dépose sa mère Bernadette au Foyer de l'Aussonnelle, où celle-ci retrouve ses nouveaux amis de la halte-répit. Paulette, Daniel et Lucie sont tous, bien qu'en bonne forme physique, des personnes âgées atteintes d'une pathologie neurodégénérative. Accompagnés par des bénévoles et encadrés par deux professionnels de santé, ils s'apprentent à passer une demi-journée à jouer aux jeux de société. « C'est un dispositif expérimental lancé il y a deux ans par le Conseil départemental sur le principe d'une structure de jour non médicalisée. Il permet non seulement aux personnes accueillies, en début de maladie, de rompre avec l'isolement, mais également d'alléger le quotidien des aidants familiaux », présente Véronique Volto, vice-présidente du Conseil départemental en charge de l'aide sociale pour les seniors. « C'est très important pour les aidants qui bénéficient ainsi d'une après-midi pour s'occuper d'eux-mêmes, aller chez le coiffeur, ou retrouver leurs activités et leurs loisirs, sans s'angoisser. C'est une bulle d'air. Parfois, ce répit leur permet simplement de prendre un rendez-vous chez le médecin », souligne Marine Fabre, responsable de la halte-répit et ergothérapeute de formation.

Dès 14 heures, les premiers participants sont là. Certains sont venus avec un proche, mais la plupart profitent d'un service de transport adapté. « Le transport, c'est fondamental ! Il faut que cela soit le plus commode possible pour les aidants »,

précise Michelle Dubernat, la directrice adjointe d'Alliance Sages-Adages (ASA), une association de services, d'aide et de soins à la personne conventionnée par le Département pour gérer la halte-répit. En effet, tous les aidants n'ont pas forcément la disponibilité pour accompagner leur proche et, surtout, ce

« Le dispositif permet de rompre avec l'isolement et d'alléger le quotidien des aidants familiaux »

gain de temps leur permet de mettre à profit la moindre minute. Leur vie se résumant souvent à une inéluctable course contre la montre.

Aujourd'hui, comme lors des vacances scolaires, les enfants du centre de loisirs associé à l'école voisine sont invités à partager le goûter. « Le lien intergénérationnel est intéressant. Les enfants dynamisent les personnes âgées qui échangent davantage que lorsqu'elles restent entre elles. Les jeunes,

eux, découvrent des histoires, des métiers ou des jeux qui n'existent plus. L'apprentissage est à double sens », constate Marine Fabre.

Une demi-heure plus tard, enfants et personnes âgées se retrouvent par groupes autour d'un jeu de société. Paulette organise la partie de petits chevaux alors que Lucie et Bernadette défient deux jeunes garçons au Mikado. La partie s'avère rapidement inégale et le petit Rémi doit régulièrement rappeler les règles à ses aïeules. Toutefois, celui-ci prend les choses avec philosophie : « On les aide un peu à jouer. » Pour satisfaire les gourmands, Marine Fabre a préparé de grandes assiettes de crêpes qui font le bonheur de tous. « C'était rigolo de partager le goûter. Je leur ai aussi appris à jouer à poule-renard-vipère », témoigne Isayah qui envisage déjà de proposer une partie de foot ou de basket.

Mais la fin d'après-midi approche et les enfants doivent reprendre la route du centre de loisirs. « Je les aime bien », se réjouit Daniel, qui vient régulière-



© Franck Aïx / JT

ment mais reconnaît avoir peu de souvenirs des activités. « Malgré le fait que ça tourne beaucoup, il y a une ambiance familiale. Remuante avec les enfants, mais somme toute assez sympathique. Aujourd'hui, nous avons joué avec eux, même si c'est un peu mélangé, tout ça », rajoute-t-il. Pour profiter de la dernière heure, les accompagnateurs proposent une séance de gymnastique adaptée et quelques exercices de ballons pour stimuler les réflexes.

« Cela m'apporte trois heures de liberté »

En fin de journée, venue récupérer sa mère, Marie-Claire est à l'heure. Le visage marqué par la fatigue, celle-ci témoigne de la difficulté de sa situation et de l'intérêt du dispositif : « Cela m'apporte trois heures de liberté. Pour moi, ce n'est pas assez long. S'ils pouvaient l'accueillir deux jours, ça serait bien. Le plus dur, c'est de toujours tout assumer et l'impossibilité de déconnecter de cette responsabilité. » Après seulement une année et demie consacrée à soutenir sa mère atteinte d'Alzheimer, Marie-Claire est épuisée. Elle répète plusieurs fois le mot avant de conclure la voix brisée : « À l'âge que j'ai, je voudrais être libre et faire d'autres choses. » L'émotion l'empêchera d'aller plus loin.

Nicolas Belaubre ✍

ÉCLAIRAGE

DES AIDES INDIRECTES pour soulager les aidants

DÉDOMMAGEMENT. Les aidants ne disposant pas de statut juridique, impossible pour eux de prétendre à une rémunération. Pourtant, ceux consacrant beaucoup de leur temps à l'aide d'une personne manquent souvent de revenus. Pour les soulager, des aides indirectes existent.

5 millions d'aidants sont salariés et travaillent donc parallèlement au temps consacré à la prise en charge d'un proche en perte d'autonomie, handicapé ou malade. Contraints d'aménager leurs horaires, ils y laissent alors une partie de leurs ressources. Pour leur assurer une compensation, plusieurs possibilités.

Il existe des congés spécifiques aux salariés aidants – 80 % d'entre eux l'ignorent. Le droit du travail prévoit en effet le recours à un congé de solidarité familiale qui peut être activé lors de l'accompagnement d'un proche malade dont le pronostic vital est engagé. Celui-ci n'est pas rémunéré, mais permet de bénéficier de l'allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie s'élevant à près de 56 euros par jour.

De même, le salarié peut demander un congé de proche aidant (en remplacement du congé de soutien familial) lorsqu'il peut justifier d'au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise. Il offre la possibilité de cesser temporairement son activité professionnelle pour s'occuper d'une personne handicapée ou faisant l'objet d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité. L'employeur n'est pas tenu de maintenir la rémunération. Cependant, ce congé ouvre le droit d'être salarié par la personne aidée.

Enfin, le congé de présence parentale peut être posé par un salarié dont l'enfant handicapé ou malade nécessite une assistance soutenue et des soins contraignants. Si, durant cette période, le contrat de travail est suspendu, et donc les ressources financières coupées, il permet de débloquent l'allocation journalière de présence parentale (dans la limite de 22 jours par mois).

Ces dispositifs prévus par la loi se cumulent avec les aides des Conseils départementaux aux personnes dépendantes. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA), destinée aux personnes âgées, est généralement utilisée pour rémunérer un service professionnel à domicile. Mais, sous réserve d'une évaluation de la situation, il peut être décidé que celui le plus à même d'aider est un proche. Alors, il est possible pour l'aidé de payer ce dernier pour sa présence et ses soins. Mais il ne s'agit là que d'une indemnisation et non d'un salaire proprement dit. Seule exception, cette allocation ne peut être versée à un conjoint. Calculée en fonction du degré de dépendance, elle peut atteindre près de 1 720 euros par an en Haute-Garonne, selon les services du Conseil départemental en charge des solidarités, de l'autonomie, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Dans la même optique, la prestation de compensation du handicap (PCH) est attribuée après évaluation de l'aide nécessaire par la Maison des personnes handicapées (MDPH). Le dédommagement familial est alors possible quand l'équipe médico-sociale estime qu'un proche est le plus indiqué pour amener les soins. Cette somme devra toutefois être déclarée au centre des impôts comme étant un revenu.

Un aidant familial peut ainsi percevoir près de 3,80 euros de l'heure. Il n'est pas question ici de rémunération, mais d'indemnisation par la personne aidée pour service rendu. Car l'objectif des politiques publiques menées n'est pas de professionnaliser les proches aidants, mais de permettre aux personnes dépendantes d'accéder aux soins dont ils ont besoin.

Séverine Sarrat ✍



LA SOLUTION DE LA SEMAINE

LEVER LE RIDEAU sur les aidants

Sur scène, trois femmes sont installées dans un intérieur aussi banal que douillet, symbolisé par un portant chargé de vêtements, quelques cousins et trois cubes en bois. Nous sommes chez monsieur et madame Tout-le-monde. En guise d'avertissement, une voix s'élève et déclame "Le désespoir est assis sur un banc", un poème de Prévert au funeste présage. À travers quatre saynètes, ces trois femmes vont se confronter à la question de la dépendance et vivre ce bouleversement dévastateur : devenir aidant familial. Mêlant œuvres majeures de la littérature et véritables témoignages, la pièce "(In)dépendance", de la compagnie Les Anachroniques, aborde le sujet avec poésie et sincérité.

« Pour l'écrire, nous avons rencontré une quinzaine d'aidants, afin de distinguer les émotions les plus communes que l'on traverse dans cette situation et d'en faire un condensé. Outre la colère et la culpabilité, la question du sacri-



ficé nous est apparue comme centrale. Avec l'idée que, dans certains cas, le don de soi peut conduire à la mort », présente Hegoa Garay, l'une des trois coauteures.

L'objectif ? « Déculpabiliser les aidants et leur permettre de trouver une forme de soulagement », souligne la comédienne. « Représenter le réel offre la possibilité aux gens de s'identifier : à ceux qui s'ignorent de comprendre qu'ils font partie de la catégorie des aidants, et à ceux qui le savent de prendre conscience qu'ils ne sont pas les seuls. » Dans un format court et systématiquement suivi d'un échange, cette création théâtrale dresse le portrait sans fard mais bienveillant d'une situation encore trop peu reconnue par la société.

Nicolas Belaubre ✍

www.anachroniques.fr 🔗

It



Le BALUCHONNAGE

L'association MP3S, créée à l'initiative de la sécurité sociale agricole MSA Midi-Pyrénées Sud, a développé un service de baluchonnage, une solution de répit inventée au Québec en 1999. L'idée consiste à faire venir un intervenant à domicile et permettre aux aidants de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer de partir se reposer quelques jours avec son "baluchon", plutôt que de placer temporairement le proche en perte d'autonomie dans une structure externe. Appelé baluchonneur, ce professionnel s'installe chez la personne dépendante et peut y vivre entre quatre et quatorze jours.

🔗 contact.mp3s@gmail.com



HANDIANIM

HandiAnim est une plateforme de mise en relation entre aidants familiaux et animateurs à domicile. Une solution plus ludique et moins compliquée qu'une garde traditionnelle. Aidants et animateurs peuvent s'inscrire afin de proposer leurs services ou trouver un accompagnement adapté. Fonctionnant avec un système de géolocalisation et de profils avec évaluations, la plateforme dispose d'éducateurs spécialisés, mais également d'accompagnateurs sportifs, d'intervenants artistiques et de simples particuliers qui assurent des promenades ou des moments de détente, de jeux et de partage.

🔗 handianim.fr



SERVICE D'ÉCOUTE téléphonique

Depuis 2012, l'association Avec Nos Proches œuvre au quotidien pour épauler les aidants et propose une ligne téléphonique anonyme, disponible 7 jours sur 7 de 8h à 22h. Elle est tenue par une trentaine d'écouteries bénévoles, eux-mêmes passés par cette expérience éprouvante. Cette ligne est un espace où les aidants peuvent parler librement, sans tabou ni jugement, avec quelqu'un qui les comprend. C'est également une plateforme d'information où les aidants peuvent poser des questions et trouver les solutions adaptées à leurs besoins.

🔗 avecnosproches.com





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

DES FORMATIONS pour les aidants

Plus que des conseils et de l'écoute, certains organismes et associations dispensent des formations aux aidants. L'objectif n'est pas de faire naître des vocations, mais bien d'apporter aux volontaires des armes pour le quotidien.

Le Centre ressources autisme (CRA) Midi-Pyrénées dispense des formations pour les familles confrontées aux troubles du spectre autistique (TSA). « Selon les sessions, différentes thématiques sont abordées. Plusieurs professionnels interviennent », explique Coralie Salanié, assistante administrative au CRA. Des formations généralistes, mais avec une prise en charge individuelle de l'aidant. « Certains viennent juste de recevoir le diagnostic et croulent sous les informations, d'autres sont impliqués de longue date et ont des questions spécifiques. » Ces temps de travail et d'échange ont lieu à la cité de la santé de La Grave, en

petits groupes, et sont très demandés. « Les listes d'attente sont longues », reconnaît Coralie Salanié. Le dispositif est gratuit, les frais de déplacement sont même pris en charge pour les personnes résidant à l'extérieur de Toulouse.

Chez France Alzheimer 31, un système équivalent a été mis en place. Ces sessions débutent par un module théorique, destiné à faire disparaître les préjugés que l'on peut avoir sur la maladie. Il est complété par des conseils très pratiques couvrant tous le spectre des difficultés que l'aidant peut rencontrer, jusqu'à l'accompagnement dans les démarches administratives et juridiques. Le volet psychologique occupe aussi une place importante : réfléchir à son investissement, apprendre quelles sont ses limites, etc. Elles se composent de cinq à six séances, suffisamment espacées afin de laisser le temps à chacun d'assimiler conseils et connaissances. Toujours dans le respect du rythme des participants et dans la bienveillance.

Claire Villard ✍



Jt



Simon, Plombier.

Toujours prêt à intervenir chez ses clients.

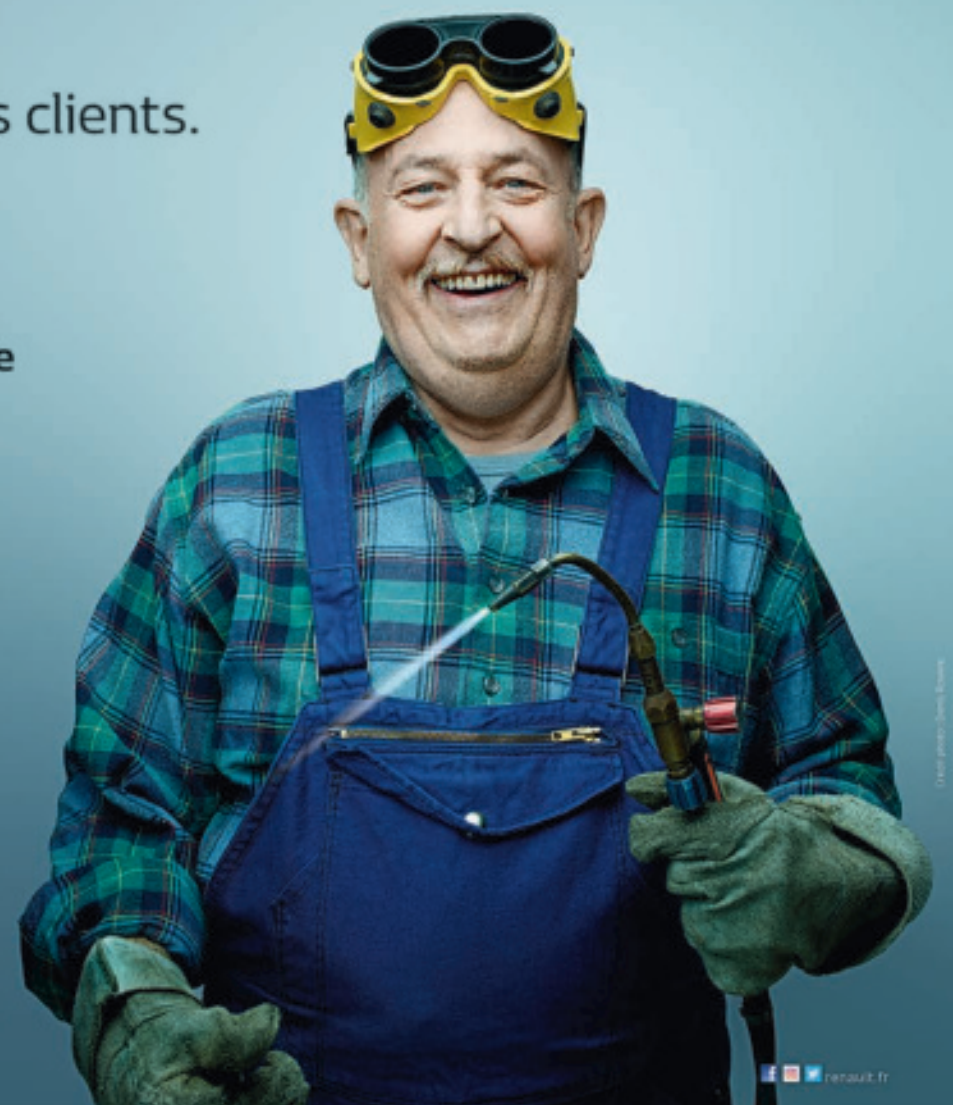


C'est un vrai plus de lui proposer un véhicule de remplacement de même catégorie.

Les 4 Engagements du Réseau Pro+ Premium :

- Horaires élargis⁽¹⁾
- Forfaits sur mesure⁽²⁾
- Un véhicule de remplacement équivalent⁽³⁾
- Révision 1 h⁽⁴⁾

(1) Horaires élargis, chaque point de vente doit respecter à minima une des conditions suivantes : ouvert dès 7h, entre 12h et 14h, jusqu'à 19h. (2) Exemple : pour un Master II 20000km sur un forfait révision, prix public à 2754 HT, le forfait PRO équivalent est à 240 € HT (zone A). Offre réservée aux professionnels propriétaires d'un véhicule Renault inférieur à 3,5 t. (3) Garantie de mise à disposition d'un véhicule de remplacement de catégorie équivalente à celui immobilisé (hors véhicules transformés type frigo ou utilisés à des fins de transport de personnes comme les ambulances, taxis...). VP pour VP, VUL pour VUL, à titre gratuit ou onéreux selon le point de vente, sur réservation. (4) Service réservé aux professionnels propriétaires de VP/VUL inférieurs à 3,5t de marque Renault, sous condition de respect de l'heure de rendez-vous préalablement fixée entre le client et le réseau Renault, pour la réalisation d'une révision Renault, à l'exclusion de toute autre prestation.



GRAND ANGLE

UN HABITAT INNOVANT pour les personnes en grande précarité

INSERTION. En votant ce vendredi 19 octobre la création du Hameau Toulousain pour accueillir des personnes à la rue, le conseil municipal va expérimenter une méthode innovante d'hébergement adaptée à un public dont l'inclusion sociale sera longue.

Dans les cartons de la mairie depuis plus de 10 ans, un programme d'accueil innovant va prochainement être expérimenté par la Ville de Toulouse, à proximité de Colomiers. Baptisé Le Hameau Toulousain, ce nouveau site d'hébergement comptera à terme une dizaine de tentes rigides à destination des personnes en grande précarité sur un terrain spécialement aménagé de plus de 1 500 m². « Le dispositif s'adresse à un public vieillissant qui a connu un parcours de vie difficile, à la rue depuis de très nombreuses années. L'inclusion sociale s'inscrit dans un temps plutôt long », précise Daniel Rougé, adjoint au maire en charge de la coordination des politiques de solidarité et des affaires sociales. L'idée est ainsi d'apporter une solution d'accueil adaptée à cette population très précarisée, qui aura accès à trois structures modulaires comprenant des WC, des douches, une pièce à vivre, et une cuisine. Porté par le Groupe Amitié Fraternité (GAF), ce projet a été subventionné à hauteur de 25 000 euros par la municipalité. Dans un premier temps, deux personnes issues du démantèlement de campements implantés sur les berges vont être hébergées dans ces installations. « Il y aura huit tentes permanentes. Une ou deux seront gardées pour des situations d'urgence », explique Daniel Rougé.

La mairie assure qu'il s'agit d'apporter « une réponse nouvelle, innovante et transitoire » à des personnes



pour lesquelles les solutions classiques ne sont plus adaptées. « C'est un projet expérimental. C'est original dans le sens où

il faut accepter de développer un habitat correspondant à certaines populations. Mais cela ne veut pas dire que l'on renonce à l'insertion, au contraire », insiste l'élu, pour qui ce site s'inscrit dans un ensemble de dispositifs d'hébergement. Ce programme

« Le dispositif s'adresse à un public vieillissant, à la rue depuis de très nombreuses années »

fait en tout cas consensus au sein du conseil municipal toulousain. Une entente assez logique puisque l'équipe précédente, qui soutenait déjà cette ambition, n'avait pas pu la mettre en place pour différents motifs. « Il était défendu par Claude Touchefeu à l'époque. Nous avons bien avancé mais nous avons eu beaucoup de difficultés pour trouver un terrain. Un espace avait finalement été choisi au Nord de Toulouse, mais le projet n'avait pu être finalisé pour des raisons techniques », rappelle Isabelle Hardy, élue du groupe Génération.s, socialisme et écologie. L'opposition a donc apporté son soutien à l'ouverture du Hameau Toulousain tout en relevant que le dis-

positif répond seulement à des besoins spécifiques et qu'il faudrait aller au-delà. « La problématique actuelle d'accueil des nouvelles populations nécessite d'autres actions. Il faut prendre la mesure de ce qui est en train de se passer. Au lieu de vendre le patrimoine de la ville, on pourrait par exemple les réhabiliter pour héberger ces personnes », propose Isabelle Hardy.

Pendant six mois, le Hameau Toulousain fera donc l'objet d'une expérimentation. Un encadrant permanent, salarié du GAF, sera notamment présent pour sécuriser la prise en charge des personnes hébergées.

Paul Périé ✍

À LA LOUPE

CLIMATHON : quelle sera votre idée géniale pour le climat ?

CIBOULOT. Combattre pour le climat avec les données de l'espace ! Telle est la devise du Climathon, un marathon pour le climat, où se rencontrent chercheurs, entreprises et grand public.



Organisé vendredi 26 octobre dans une centaine de villes de 45 pays, le Climathon consiste à réfléchir en groupe pendant 24 heures à des innovations et à des initiatives qui permettent de limiter le changement climatique ou de s'y adapter au mieux. Cette action est financée par la Commission européenne et pilotée à Toulouse par le pôle de compétitivité Aerospace Valley. D'où l'accent mis sur l'utilisation des données satellitaires et spatiales pour répondre aux enjeux climatiques. « Le but, c'est d'arriver en 24 heures à construire quelque chose à partir des idées de chacun, et, pourquoi pas, aboutir derrière

à un projet concret », explique Aurélie Baker, responsable des projets européens pour Aerospace Valley. Des équipes pluridisciplinaires de deux à cinq personnes seront formées pour l'occasion. Le vainqueur du Climathon pourra intégrer un incubateur de start-up afin de développer l'idée qu'il aura proposée.

Déjà une trentaine d'entreprises sont nées d'événements similaires. Si des chercheurs, des informaticiens et d'autres experts seront de la partie, le grand public est également convié. La journée est d'ailleurs couplée avec un hackaton, marathon de développeurs, afin d'ouvrir toutes les possibilités de création d'applications pour smartphone ou ordinateur.

Grégoire Souchay ✍

booster-nova.com ✍

ET MAINTENANT ?

Voyants à l'orange sur LE LOGEMENT SOCIAL

HLM. Suite aux réformes qui ont mis à mal leurs budgets et aux objectifs fixés par la loi Élan, les bailleurs sociaux de la région doutent de pouvoir continuer à assurer leur mission. Ils ont écrit au nouveau ministre du Logement pour l'alerter sur la dégradation du modèle économique du logement social.

L'an dernier, les acteurs régionaux du logement social avaient déjà écrit au président de la République pour lui signaler leurs inquiétudes. Alors que le Sénat vient de valider la loi Élan (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique), les représentants de l'Union sociale de l'habitat en Occitanie, la fédération des bailleurs, ont cette fois adressé un courrier au tout nouveau ministre de la Ville et du Logement, Julien Denormandie, pour tirer la sonnette d'alarme : « Il y a un an, nous évoquions d'éventuels risques. Mais le congrès de l'Union sociale de l'habitat tenu la semaine dernière à Marseille a montré que les bailleurs sociaux commencent concrètement à subir les conséquences des récentes mesures », avance Jean-Michel Fabre, son président.

Baisse des APL, hausse de la TVA de 5,5 à 10 % et mise en place de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), les bailleurs sociaux d'Occitanie évaluent la ponction à 8 % de leurs ressources, soit 100 millions d'euros. « La RLS a été créée pour compenser la diminution des APL auprès des ménages mais, au final, ce sont les offices HLM qui en subissent les conséquences. Cette mécanique instaure un manque total de visibilité dans un secteur qui nécessite de se projeter sur dix ans. Les bailleurs sont déjà obligés de ralentir leurs programmes de construction et de réhabilitation. Ils ne pourront pas répondre à la demande croissante, surtout en Occitanie



qui accueille 50 000 nouveaux habitants par an », poursuit Jean-Michel Fabre.

Pour compenser ces pertes, le gouvernement a tout de même imaginé des dispositifs, comme la possibilité d'allongement de la durée des crédits auprès de la Caisse des dépôts et des consignations, et incite les organismes à vendre des logements. La loi Élan fixe ainsi

« Un manque total de visibilité dans un secteur qui nécessite de se projeter sur 10 ans »

un objectif de 40 000 ventes par an, soit cinq fois plus qu'à l'heure actuelle. Une nouvelle injonction contradictoire selon Jean-Michel Fabre : « Je n'ai rien contre la vente, mais ce sont aussi des loyers en moins. Surtout, pour vendre, il faut des acheteurs. Ce qui n'est pas forcément le cas en milieu rural ou dans les quartiers réputés difficiles. » De même, la suppression de l'APL accession risque de mettre un coup d'arrêt à la très forte dynamique régionale en termes d'accession sociale à la propriété dans le neuf.

Parmi les propositions faites au nouveau ministre pour améliorer la situation de l'Union sociale de l'habitat

en Occitanie souhaite donc le rétablissement de cette aide ainsi que le prolongement du prêt à taux zéro. Elle appelle aussi de ses vœux le retour de la participation de l'État au financement de la construction de logements sociaux ainsi qu'un renforcement de la concertation territoriale. « Nous comprenons la nécessité de réaliser des économies mais cela ne doit pas être l'unique préoccupation. Il faut qu'un dialogue s'instaure avec les acteurs locaux. Il ne s'agit pas d'une question politique entre droite et gauche mais de l'avenir du modèle économique du logement social. On ne peut pas nous demander toujours plus avec moins de moyens », lance Jean-Michel Fabre.

Nicolas Mathé ✍

ÇA BOUGE !

PLASTIGAR : quantifier les microplastiques dans la Garonne

DÉRIVE. Deux laboratoires toulousains se sont associés pour lancer PlastiGar, une étude inédite de suivi de la pollution plastique dans la Garonne. Pendant trois ans, 14 sites feront régulièrement l'objet de prélèvements pour mesurer la teneur en microplastiques du fleuve.



Avec les premières images du continent de plastique flottant au large de l'Océan Pacifique, le grand public a pris conscience de l'ampleur de cette pollution dans les milieux aquatiques. « L'humanité a déjà produit plus de 8 milliards de tonnes de plastique. Chaque année, 1 à 2 millions de tonnes transitent par les rivières avant de terminer dans les océans, parfois sous forme de microplastique », alerte Alexandra ter Halle, chercheuse au laboratoire Interaction moléculaires et réactivité chimique et photochimique (IMRCP) et chargée de recherche au CNRS. C'est pour pallier au manque d'études sur la pollution des eaux continentales (fleuves et lacs) que les laboratoires

IMRCP et Évolution et diversité biologique (EDB), ont lancé le projet de recherche PlastiGar, avec pour mission de mesurer, pendant trois ans, les concentrations en microplastique dans la Garonne et dans ses affluents.

Financé par la Région Occitanie et l'Agence de l'eau Adour-Garonne, établissement en charge de la politique publique de l'eau, PlastiGar durera trois ans et s'étendra sur 14 points de test. Tous les trois mois, les chercheurs effectueront des prélèvements à l'aide de filets pouvant recueillir des particules de plastique de 25 microns. « Nous allons réaliser un suivi par zone géographique et quantifier les variations de concentration de plastique. Ensuite, nous déterminerons l'impact de l'agglomération toulousaine puis nous vérifierons l'éventualité d'un transfert dans l'écosystème alimentaire », détaille Julien Cucherousset, chercheur au laboratoire EDB. Les premiers résultats sont attendus fin 2019.

Nicolas Belaubre ✍

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

François VERMEL

Le conteur de Saint-Julia

Il était une fois, dans le petit village haut-garonnais de Saint-Julia, un homme nommé François Vermel. Il y a 20 ans, il a changé de métier pour devenir conteur professionnel. Voici son histoire.

✍ Océane Redon



ARTISTE « Adolescent, je me suis essayé au théâtre, à la sculpture et à la céramique. » S'il a toujours ressenti ce besoin de s'exprimer à travers les arts, François Vermel n'a pas pris conscience de la force des contes lorsqu'il était enfant, mais à 32 ans. « Je l'ai découverte lors d'un spectacle du conteur sénégalais Mamadou Diallo. J'étais subjugué. »

RECONVERSION Alors qu'il était entrepreneur dans le bâtiment, ce Haut-Garonnais a décidé « une fois [s]es enfants devenus grands », de changer de métier pour enfin vivre de sa passion : le conte. Après avoir suivi des stages et des formations, il est ainsi devenu conteur professionnel, intermittent du spectacle, à 45 ans.

MODERNE Si les conteurs existent depuis la nuit des temps, François Vermel ne s'abandonne pas à la nostalgie d'un passé oublié et ne se contente pas de refaire ce qui a déjà été fait. Bien au contraire. « Je m'inspire des contes traditionnels, mais je m'intéresse à leur sens plus qu'à leur forme pour en faire des récits contemporains divertissants, alliant l'humour à l'émotion, et accessibles à tous les publics. »

ALTRUISTE En tant que conteur, François Vermel souhaite « nourrir le monde intérieur » de ses auditeurs. « Comme dans le bâtiment, ce que j'aime dans mon métier, c'est le sentiment d'être utile aux Hommes. » Et pour cela, il n'hésite pas à s'effacer derrière ses histoires. « La modestie est la première qualité d'un conteur, la matière d'un conte est si puissante qu'il faut l'aborder avec humilité. »

TRANSMISSION Il y a six ans, il a créé, avec l'association Dahu Téméraire, la formation professionnelle "L'art du conteur", dont la prochaine session se tiendra du 18 février au 14 juin 2019. « Dès que l'on saisit que l'art n'est pas qu'un divertissement mais une manière d'interroger la société, on comprend qu'il est important de transmettre le savoir et l'expérience accumulés au fil des siècles », confie le conteur.

TOP WEB



🐦 **Pascal Bourreau @pbourreau31 24/10** : Le département @HauteGaronne affecte la totalité des dividendes exceptionnels perçus en tant qu'actionnaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac à l'isolation phonique du collège Louis-Nicolas Vauquelin @GeorgesMeric

🐦 **François Briançon @fbriancon 23/10** : La Poste songe à fermer son bureau du quartier de la Croix-de-Pierre à #Toulouse pour le remplacer par un simple relais. Silence embarrassé - ou complice ? - du maire de Toulouse. @ElusPSToulouse @PSoc31 #Servicepublic

🐦 **Jean-René Cazeneuve @jrcazeneuve 22/10** : Criminelle démagogie @RoyalSegolene ! Après avoir promu la taxe carbone et la loi sur la transition énergétique, vs pourriez à minima vs taire sur un sujet demande un consensus national... @B_Peyrol @FdeRugy

🐦 **Jean-Luc Moudenc 18/10** : Je comprends qu'une perquisition déstabilise. Cela n'excuse pas pourtant l'attitude intolérable de Jean-Luc Mélenchon : ni la violence physique, verbale et la condescendance envers Police, Procureur ou Médias. Être parlementaire c'est servir la Loi, pas se croire au dessus d'elle. Que de mépris aussi pour l'accent de la journaliste toulousaine qui interrogeait Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale. À Toulouse, nous parlons aussi français ... mais avec le soleil dans la voix. C'est le marqueur de

notre identité, une de nos fiertés et j'espère que nous serons nombreux à le lui rappeler.

🐦 **Carole Delga 21/10** : Je ne suis ni de l'ancien monde ni du nouveau monde que décrivent les commentateurs : je suis du monde réel. De ce quotidien d'élus de terrain, celui des milliers de maires, de conseillers départementaux ou régionaux, qui sont à portée d'engueulade de nos concitoyens. Bref, de ces personnes, de tous milieux et de tous bords, qui, ceintes de leur écharpe tricolore, représentent cette République des territoires qui cherche des solutions, imagine de nouvelles solidarités, rassemble les énergies positives. Qui simplement, tout simplement, travaillent dans l'ombre pour l'intérêt général. Sans se plaindre, sans caméras. Avec toujours moins de moyens, mais toujours plus de responsabilités.

EN ABRÉGÉ

Fusion Métropole-Département : CLAUDE RAYNAL en charge d'un rapport pour le Sénat



Vice-président de la commission des finances du Sénat, Claude Raynal va mener une mission de contrôle sur les conséquences financières d'une fusion des Métropoles avec les Départements. Le choix de l'ancien édile de Tournefeuille, candidat déclaré à la mairie de Toulouse soutenu par le président du Conseil départemental, a de quoi surprendre.

Ce n'est un secret pour personne, Claude Raynal est un fervent opposant à la fusion des Métropoles et des Départements. Le président du groupe socialiste au sein de Toulouse Métropole l'a très souvent répété, « évoquer un tel rapprochement est une grossière erreur ». L'ancien maire de Tournefeuille vient cependant d'être chargé par le Sénat, avec son collègue de Haute-Marne Charles Guené (LR), de faire le point sur les conséquences du modèle lyonnais et sa possible duplication à Bordeaux, à Lille ou à Toulouse. « L'objectif est d'abord de porter un jugement, trois ans après, sur la métropole de Lyon et de faire une analyse sérieuse sur ce qu'il s'est passé avec la division du département en deux. L'étude que nous allons mener sera objective. Mon avis est une chose mais nous regarderons les chiffres tels qu'ils sont », assure Claude Raynal.

Intéressé par la mairie de Toulouse et la présidence de la Métropole, l'élu a reçu le soutien de Georges Méric, président du Conseil départemental de Haute-Garonne. Cette situation, couplée à son opposition à une telle réforme, pose la question de la nomination de Claude Raynal pour cette mission. Jusque dans les rangs de la gauche toulousaine, ce choix est jugé « intrigant » par certains, même si personne ne s'exprime publiquement car l'heure est à l'union en vue des municipales. « Le Sénat établira un rapport technique. Ce n'est pas celui de Claude Raynal. Le Sénat ne se permettrait pas de valider un rapport tendancieux, et il ne le sera pas », se défend l'élu. Selon lui, il n'y a là « aucun conflit d'intérêts ».

Du côté du Conseil départemental, Georges Méric « prend acte » du choix fait par le Sénat : « Cette nomination me paraît pertinente car Claude Raynal est un élu qui connaît parfaitement les problématiques des relations Métropole-Départements. »

Les conclusions du rapport sont attendues au premier trimestre 2019. « Si un projet de loi aborde le sujet prochainement, nous calerons notre étude pour remettre le compte-rendu avant les discussions au Parlement », ajoute Claude Raynal, qui pense cependant que cette réforme a connu un coup de frein du fait des tensions récentes entre le président de la République et les collectivités territoriales.

Paul Périé ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

LES RADICAUX cherchent une place au centre

MIC-MAC. Le 17 octobre, un groupe parlementaire hétérogène, "Libertés et territoires", a vu le jour au sein de l'Assemblée nationale. L'opportunité pour les députés radicaux, qui en font partie, de peser collectivement sur les débats. Au risque de troubler une ligne politique déjà chaotique.

La semaine dernière, les trois députés du Mouvement radical social et libéral (MRSL) ont participé à la constitution du groupe parlementaire "Libertés et territoires", au côté d'autres, régionalistes ou issus de formations comme l'UDI, le PS ou LREM. Malgré la présence significative des radicaux, Sylvia Pinel, Olivier Falorni ou Jeanine Dubié, ce nouveau groupe, dont le nom ne reflète aucune étiquette, semble tenir du rassemblement centriste, à la limite du fourre-tout. Une image confuse qui peut-être malvenue à l'heure où le MRSL peine à surmonter les difficultés liées à la récente réunification de ses deux courants, les Radicaux valoisiers et le Parti radical de gauche. « Pour le moment, ça ressemble à une fusion très fédérale où chacune des deux entités garde ses forces, mais sans véritable intégration mutuelle », observe en préambule le politologue Stéphane Beaumont. Le Haut-Garonnais Pierre-Nicolas Bapt, l'un des secrétaires nationaux du MRSL, admet que, si l'unification était souhaitable, elle s'est faite à marche forcée : « Il aurait fallu prendre plus de temps pour éviter la résurgence des antagonismes. » Entre la défection d'une partie de son aile gauche (démission de Virginie Rozière pour fonder les Radicaux de gauche), la volonté de réaffirmer ses idées et le besoin de se démarquer des autres partis centristes, le Mouvement radical espère, avec ce groupe, peser collectivement à l'Assemblée. « C'est un ensemble technique plus que politique, où chacun garde sa liberté de vote. Cela permet de bénéficier du temps de parole et de l'assistance parlementaire. C'est un moyen concret pour intervenir dans les débats », explique Pierre-Nicolas Bapt. Si ce dernier admet que sa composition est très hétérogène, il rappelle que ce groupe est aussi indépendant. « On vient de fusionner, on ne va pas se déporter vers l'UDI ou le PS ! Il était logique de fonder un



De gauche à droite : Sylvia Pinel, Olivier Falorni et Jeanine Dubié

groupe à tendance radicale, où les deux pendants de notre formation sont représentés. »

Selon Stéphane Beaumont, l'enjeu réside dans la refonte du centre et dans son rapport à la majorité : « Il y a un pari qui est fait par le PRG pour imposer Sylvia Pinel afin qu'elle devienne une force de soutien au président de la République. Ce serait une manière d'insuffler les valeurs radicales dans le macronisme et de le rendre plus républicain. » Mais Pierre-Nicolas Bapt revendique une histoire et un héritage indépendant : « Notre socle idéologique est toujours le même. Nous ne sommes ni un groupe d'opposition ni appartenant à la majorité. Si le gouvernement propose une loi qui nous convient, nos parlementaires la voteront, sinon ils voteront contre. Nous avons été les premiers à n'être ni de droite ni de gauche. »

Nicolas Belaubre ✍

ANTOINE MAURICE veut des barquettes écolo à la cantine



Antoine Maurice, président du groupe Toulouse Vert Demain au conseil municipal, a adressé un courrier à Martine Susset, conseillère déléguée à la restauration, pour l'encourager à accélérer le remplacement des barquettes en plastique par des modèles végétaux dans les cantines scolaires de la Ville rose. La substitution complète n'est pas envisagée avant 2022.



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulouse.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Nos destins inachevés"

Paris. Lorsque son mari a été assassiné sous ses yeux alors qu'ils s'apprêtaient à découvrir ensemble le secret du prolongement de la vie humaine, Catherine, jeune chercheuse a pris la fuite. New York. Maximilien découvre que la femme en charge du nettoyage de son laboratoire est une brillante scientifique, il est sûr d'avoir démasqué une espionne. Mais plus il apprend à connaître Catherine, plus il tombe sous le charme de cette femme brisée. Jusqu'à ce qu'elle disparaisse.



DVD

"Amoureux de ma femme"

Daniel est très amoureux de sa femme, mais il a beaucoup d'imagination et un meilleur ami parfois encombrant. Lorsque celui-ci insiste pour un dîner entre couples afin de lui présenter sa toute nouvelle et très belle amie, Daniel se retrouve coincé entre son épouse qui le connaît par cœur et des rêves qui le surprennent lui-même.

NOUVEAUTÉ

Apprendre la musique À L'USINE



SOLFÈGE. Une nouvelle école de musique vient de voir le jour à Toulouse. Installée au sein de L'Usine à Musique, elle propose aux débutants comme aux confirmés d'apprendre et de développer leurs connaissances en la matière.

Dans la ville de Claude Nougaro, Zebda ou Bigflo et Oli, les écoles de musiques ont pignon sur rue. Qu'à cela ne tienne, le complexe musical L'Usine à Musique vient d'ouvrir la sienne. Tout simplement car « celles qui existent déjà sont saturées », selon Éric Maury cofondateur de L'Usine avec Jean-Christophe Roux. « Certaines louent même des box de répétition chez nous pour donner leurs cours. »

Si « les élèves vont là où il y a de la place », ils restent là où « il y a du sérieux », poursuit Éric Maury. C'est ce qu'il promet : « Quand ils sortent d'un cours, nos étudiants doivent avoir le sentiment qu'ils ont appris quelque chose. » Un accord, une rythmique ou un morceau... mais aussi des astuces pour jouer à plusieurs !

L'école propose un cursus simple, soit une heure de cours collectif par semaine sur un instrument (guitare, basse, batterie, piano, chant), et offre également une formation complète qui comprend l'heure

de cours collectif mais aussi du solfège, des ateliers bimensuels multi-instruments et deux concerts. « Les cours permettent d'apprendre un instrument. Quant aux ateliers, ils sont l'occasion, pour les élèves, d'apprendre à jouer en groupe », détaille Éric Maury. Pas d'inquiétude, tout le monde y trouve son compte : « Un néophyte se concentrera sur les rythmiques tandis qu'une personne plus expérimentée s'essayera à des solos. »

Afin de montrer leurs progrès à leur entourage, les élèves pourront jouer lors des scènes ouvertes de L'Usine (deux à trois fois par semaine). « Cela leur permettra aussi de glaner des conseils auprès de musiciens plus confirmés », assure le fondateur de l'école. Un cours gratuit, en quelque sorte.

Pour se perfectionner, ils pourront également faire leurs gammes dans les box de L'Usine. Créé en septembre 2017, ce complexe de 1 000 m² compte 16 studios équipés (gros instruments, mais aussi sono, micros et amplis). « Nous voulions proposer des lieux de répétition de qualité. Puis nous avons ouvert un bar pour que les musiciens se retrouvent dans un endroit chaleureux

et une salle de concert pour qu'ils se produisent. Du fait des arrêtés anti-bruit, de nombreux établissements ne programment plus de concerts, laissant beaucoup de groupes sans scène. »

D'ailleurs, pour s'inspirer et se motiver, les élèves pourront assister aux concerts de L'Usine, qui dispose d'une salle de 200 places. Si plusieurs petites formations toulousaines viennent s'y produire, des têtes d'affiche nationales y jouent également, à l'instar de la chanteuse Emji, gagnante de la Nouvelle Star 2015, ou des punks celtés Les Ramoneurs de Menhirs.

Eric Maury, espère désormais que son école suivra le même chemin et comptera une cinquantaine d'élèves d'ici la fin de l'année. En attendant, d'autres projets sont à l'étude, comme « des initiations musicales pour les enfants, via notamment des spectacles le dimanche après-midi ». Une Usine toujours en mouvement.

Océane Redon ✍

« Les élèves doivent avoir le sentiment d'avoir appris quelque chose »

De la CHIMIE à l'Usine

Alors qu'il travaillait comme chimiste, Eric Maury (48 ans) a commencé à donner des cours de guitare en 2008. C'est à cette époque qu'il rencontre Jean-Christophe Roux (53 ans), via son groupe pop-rock 5^e Sens qui cherchait un bassiste. Informaticien de métier, ce dernier continue d'ailleurs de travailler à mi-temps. En revanche, leur groupe a tiré sa révérence lors de la Fête de la musique 2018.

Rue Louis Bonin
31200 Toulouse
(quartier des 7 Deniers)
05.82.95.58.14

✉ lusineamusique.fr

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



AVIS PUBLIC



Avis d'Appel Public à la concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE, 1 bd de la Marquette, 31090 TOULOUSE cedex 9
Objet : Location de mobilier et accessoires pour les événements organisés ou auxquels participe le Conseil départemental ainsi que le transport et la livraison
Procédure : Procédure adaptée
Description : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande d'une durée de 48 mois
Montants € HT : mini : 20 000 / maxi : 200 000
Forme : prestation divisée en lots : non. Variante refusées
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation
Remise des offres : 09 novembre 2018 à 16h00 au plus tard
Renseignements complémentaires : Accès au règlement de la consultation, au dossier de consultation et réponse par voie électronique à l'adresse : <http://www.haute-garonne.fr/marches-publics>
Envoi à la publication le : 18 octobre 2018

CONSTITUTIONS



Maître Blandine ANGLADE

Avocat à TOULOUSE (Haute-Garonne)
 126/128 Grande rue Saint-Michel

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 11/10/2018, a été constituée une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :
Objet : l'exploitation, sous quelque forme que ce soit, de fonds de commerce de tous types de restauration, restauration rapide, snacks, sandwiches, tacos, plats cuisinés, sur place et à emporter, livraison à domicile, vente de tous produits alimentaires et de boissons sur place et à emporter, et plus généralement toutes activités connexes, similaires ou complémentaires.
Dénomination : A.Y.A
Siège social : TOULOUSE (31200), 111 avenue de Fronton.
Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.
Capital social : CENT EUROS (100,00 EUR)
 Cessions d'actions en cas de pluralité d'associés : les cessions entre associés seuls sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des actions.
Président : Monsieur Rahim ABDUR, demeurant à TOULOUSE (31200) 1 rue Des Jumeaux, est nommé Président à compter du même jour pour une durée indéterminée.
 La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis. Le Président.

Suivant un acte ssp en date du 09/10/2018, il a été constitué une SASU
Dénomination : PIZZALAND 31
Nom commercial : PIZZALAND 31
Siège social : 174 Rue Des Fontaines 31300 TOULOUSE
Capital : 5000 €
Activités principales : restauration rapide sur place à emporter ou en livraison sans vente d'alcool
Durée : 99 ans
Président : M. NASRI Ahmed 9 Rue Saint Jean François Régis Appart B07 31100 TOULOUSE
Cession d'actions : Libre entre associés ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants. Soumise à agrément dans les autres cas.
 Immatriculation au RCS de TOULOUSE



SCP Claire LE DROFF & Laurence GENESTAL-ARRESTIER

Notaires Associées
 33-35 avenue des Pyrénées
 31230 L'ISLE EN DODON

Constitution de société

Suivant acte reçu par Me Laurence GENESTAL-ARRESTIER, Notaire à L'ISLE EN DODON, le 25 Septembre 2018, enregistré au SPFE TOULOUSE 3 le 04/10/2018, a été constituée une société aux caractéristiques suivantes :
Forme : Société civile.
Dénomination : « SCI KL ».
Siège social : MONDILHAN (31350), 57 Soulan de l'Arraillet.
Capital social : Apport en numéraire de MILLE EUROS (1.000,00 €).
Objet social : - la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, - l'acquisition, la prise à bail, la location-vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles, - la construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte, - la réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination, - l'administration, la mise en valeur et plus généralement l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux et notamment un immeuble sis à BLAJAN (31350) 1 rue Gourmande
 - l'obtention de toutes ouvertures de crédits, prêts et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire, destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société,
 - toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de l'exécution des travaux de construction respectivement de la réalisation de l'objet social et ce, par voie de caution hypothécaire, - et, plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de l'objet de la société ; la société peut, notamment constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de TOULOUSE.
 Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
 Nommés premiers gérants : - M. LOUBENS Jean-Philippe Raymond Emilien et Melle KUZNICKI Coralie, demeurant ensemble à MONDILHAN (31350), lieudit Mothe.

Pour avis, Me GENESTAL-ARRESTIER

JAD ENGINEERING

Société à responsabilité limitée
 au capital de 1 000 euros
Siège social : 9, Route de Verfeil
 31140 MONTBERON

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : JAD ENGINEERING
FORME : Société à responsabilité limitée
SIEGE SOCIAL : 9, Route de Verfeil - 31140 Montberon
OBJET : Conseil en ingénierie mécanique, études, optimisation et conception mécaniques, mise au point de véhicule, vente et commercialisation de pièces et accessoires.
DUREE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
GERANCE : Arnaud JACOB demeurant 9, Route de Verfeil 31140 Montberon
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,



Agnès SOULEAU TRAVERS

Avocat
 21, rue des Frères Lion
 31000 TOULOUSE
 Tél. : 05 61 10 01 18

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé à TOULOUSE en date du 18 octobre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par Actions Simplifiée
DENOMINATION : VENDRE A UN PROMOTEUR
SIEGE SOCIAL : 78 Allées Jean Jaurès - Bâtiment F - « Le Pré Catalan » - 31000 TOULOUSE
OBJET SOCIAL : Le développement et l'exploitation de plateforme(s) internet d'intermédiation de transactions immobilières ainsi qu'une activité de marchand de listes, la transaction immobilière, le conseil, la gestion et l'assistance couvrant des activités se rattachant à l'objet social, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à cet objet, la conception et/ou le développement, l'achat et/ou la commercialisation de progiciels, logiciels, programmes et services associés, la recherche, la formation, l'assistance technique et l'engineering correspondant aux activités ci-dessus, toutes prestations ou assistance associées aux activités sus énumérées et notamment, les conseils, la comptabilité, l'audit, la logistique.
DUREE : 99 ans
CAPITAL SOCIAL : 30 000 euros
ADMISSION AUX ASSEMBLEES : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives.
EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.
CLAUDE RESTREIGNANT LA LIBRE DISPOSITION DES ACTIONS :
AGREMENT : En dehors des opérations de reclassement simple, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
PREMIER PRESIDENT : SARL SEREINVEST - 143 rue de la Marnière - 31380 MONTJOIRE, représentant permanent : Yann LEGROS 143 rue de la Marnière - 31380 MONTJOIRE
DIRECTEUR GENERAL : Monsieur Yann LEGROS demeurant 143 rue de la Marnière - 31380 MONTJOIRE
DIRECTEUR GENERAL : Monsieur Cédric BRUN demeurant 1 rue Léopold Sedar Senghor - 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE
IMMATRICULATION : Au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, le représentant légal.



Constitution

Suivant acte sous-seing privé du 16 octobre 2018, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques sont :
DENOMINATION : LAVERGNE
FORME : société civile
CAPITAL : 1 500 € divisé en 150 parts de 10 €
SIEGE : 13 avenue Jacques Brel - 31570 SAINTE FOY D'AIGREFEUILLE
OBJET : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et l'exploitation par location ou autrement de tous biens et droits immobiliers à acquérir par la société, l'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires...
DUREE : 90 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.
APPORTS : 1 500 € en numéraire
CO-GERANTS : Monsieur Claude LAVERGNE et Madame Christine LAVERGNE née VENNE demeurant tous deux à SAINTE FOY D'AIGREFEUILLE (31570), 13 avenue Jacques Brel, sont nommés statutairement pour une durée illimitée.
 La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

LE GERANT

Agnès SOULEAU TRAVERS

Avocat
 21, rue des Frères Lion
 31000 TOULOUSE
 Tél. : 05 61 10 01 18

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé à TOULOUSE en date du 16 octobre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par Actions Simplifiée
DENOMINATION : PATRIMOINE PERFORMANCE SERVICES
SIEGE SOCIAL : 25 rue Fernand Pelloutier - 31300 TOULOUSE
OBJET SOCIAL : L'accompagnement, le conseil, la gestion, la réalisation, de tout projet patrimonial, hôtelier, restauration, et logistique (vente, location, contrats de partenariats dont par exemple les PAC, Prestations d'Accueil et de Confort) dans le secteur public ou privé, la mise en œuvre de diagnostics et de préconisations en matière de valorisation patrimoniale (meilleurs choix de valorisation en fonction de l'analyse de la stratégie des établissements concernés, de leur situation financière et de leur environnement). Préconisation d'actions globales de valorisation de court, moyen et long terme, l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les projets immobiliers et hôteliers, commercialisation de biens, l'aide à la mise en œuvre des projets, la recherche et développement, le consulting ; gestion de projets, la formation, le dépôt de tout savoir faire ; marques, brevets, l'activité d'intermédiaires de commerce, la mise en contact, l'établissement de relations avec tout établissement, entreprise publiques/privées, la conception, l'organisation de manifestations, de séminaires, de colloques, de conférences, de débats, de conventions, d'ateliers, l'édition et la publication d'ouvrages.
DUREE : 99 ans
CAPITAL SOCIAL : 10 000 euros
ADMISSION AUX ASSEMBLEES : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.
EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.
CLAUDE RESTREIGNANT LA LIBRE DISPOSITION DES ACTIONS :
AGREMENT : En dehors des opérations de reclassement simple, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote
PREEMPTION : Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés.
PREMIER PRESIDENT : Monsieur Jean-Gabriel LEVRIER - 25 rue Fernand Pelloutier 31300 TOULOUSE
IMMATRICULATION : Au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, le représentant légal.

PARAYRE

Société Civile Immobilière
 Au capital de 1 000 euros
Siège social : 519, chemin du Cousturet - 31870 BEAUMONT SUR LEZE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date, du 28 septembre 2018 il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination sociale : PARAYRE
Forme sociale : Société Civile Immobilière
Siège social : 519, chemin du Cousturet - 31870 BEAUMONT SUR LEZE
Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire,
Objet social : l'acquisition et la vente de tous immeubles, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles et de tous autres immeubles bâtis.
Durée de la Société : 99 ans
Gérance : Madame DUFFAUD Gladys, demeurant 284 avenue de la Lèze - 31870 BEAUMONT SUR LEZE.
 Clauses relatives aux cessions de parts sociales : dispenses d'agrément des cessions consenties à des associés ou au conjoint de l'un d'eux ou à des ascendants ou descendants du cédant ; agrément des associés dans les autres cas, donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire.
 Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis la Gérance



Société d'Avocats
 2 Impasse Couzinet
 Parc de la Plaine - BP 95818
 31505 TOULOUSE CEDEX 5

Avis de publicité

Par acte SSP en date à TOULOUSE du 9/10/2018 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : SASU
Dénomination : SAM BEN COMPANY
Siège : 54, rue des Roseaux, Bât A, 31400 TOULOUSE
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
Capital : 30 000 euros
Objet :
 - La prise de participation dans toutes sociétés et autres personnes morales de toutes formes aux activités variées, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de ces participations et de tout fonds de commerce ;
 - La participation à la conduite active de la politique du groupe et du contrôle des filiales notamment par la fourniture de services, de conseils ainsi que toutes opérations de trésorerie vis-à-vis des filiales et sous filiales placées directement ou indirectement sous son contrôle, plus particulièrement toutes opérations d'animation, d'encadrement, organisation, coordination dans la conduite politique du groupe ;
 Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
 Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
 Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.
 Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : Monsieur Samih BENTHAHA, demeurant 54 rue des Roseaux - BAT A, 31400 TOULOUSE
 La Société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

POUR AVIS Le Président

METAMORPHOSE

Société à Responsabilité Limitée
 Au capital de 1 200 €
Siège social : 21 ter chemin de la Palanquette - 31790 ST SAUVEUR

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Saint Sauveur du 19 octobre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée
Dénomination sociale : METAMORPHOSE
Nom commercial : AVITIS
Siège social : 21 ter chemin de la Palanquette - 31790 ST SAUVEUR
Objet social : - l'administration de biens, syndic, négociations et transactions immobilières ; la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; la prise de participation dans toute société au moyen d'acquisition de parts, de souscription, d'apport en numéraire ou en nature.
 - directement ou indirectement, en FRANCE ou à l'étranger, la création et l'exploitation d'une entreprise de services en informatique : ingénierie, conseil, conception, conception graphique, recherche, développement, formation, commercialisation de logiciels et négoce de matériels informatiques.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS
Capital social : 1 200 €
Gérance : M. Emmanuel LANNES, demeurant 21 ter chemin de la Palanquette - 31790 SAINT SAUVEUR,
 Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis La Gérance

PR HABITAT, SASU au capital de 2 000€, 214 Route de Saint Simon, Immeuble le Tertial - BAT 1, 31100 Toulouse, 811 142 199 RCS Toulouse. L'Associé unique a décidé, le 1.9.2018, de transférer le siège social de la société au 54 Avenue de Lardenne, 31100, Toulouse. Mention au RCS de Toulouse



SELARL JEAN-LUC CARRAZÉ, PIERRE MARSSEROU, SOPHIE BIROU-BARDE ET QUITTERIE CARRAZÉ
 NOTAIRES ASSOCIÉS A COARRAZÉ (PYRENEES-ATLANTIQUES), 38 BIS AVENUE DE LA GARE.

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Quitterie CARRAZÉ, Notaire à COARRAZÉ (64800), 38 bis av. de la Gare, le 17/10/2018, a été constituée une Société Civile Immobilière dénommée MAROSA dont le siège social est situé à TOULOUSE (31000) 34 rue Franc au capital social de 1.000,00 € ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Durée : 99 années.
Apports en numéraire : Apports en numéraire s'élevant à 1.000,00 €.

Gérance : Madame Axelle Nathalie Marie GUIBERT demeurant à TOULOUSE (31000) 34 rue Franc pour une durée illimitée.

Clause d'agrément en cas de cession de parts entre vifs : Unanimité des associés.

Clause d'agrément en cas de décès : Assemblée générale extraordinaire.
Immatriculation : Au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
 Le notaire

Avis de constitution

La Mie Nédélec
 Société à responsabilité limitée au capital de 20 000 Euros
 Siège social : 895, Chemin de Gay - 31600 SEYSSES

AVIS DE CONSTITUTION
 Aux termes d'un acte sous seing privé en date à SEYSSES (31) du 18 octobre 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : La Mie Nédélec.
Forme sociale : Société à responsabilité limitée.
Siège social : 895, Chemin de Gay 31600 SEYSSES.
Objet social : En France et en tous pays : la création, l'acquisition, l'exploitation, la prise ou la mise en gérance libre, en vue de l'exploitation directe ou indirecte, de tout fonds de boulangerie - pâtisserie.

Durée de la Société : 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au R.C.S.
Capital social : 20 000 Euros divisé en 2.000 parts de 10 Euros, entièrement souscrites et libérées.

Gérance : Monsieur Bernard NEDELEC, demeurant 895 Chemin de Gay 31600 SEYSSES.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

La Gérance



Me Séverine BENOIT-TERES AVOCAT
 1, Avenue de Toulouse
 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
 Tel : 05.31.22.10.18
 severine.benoitteres@sfr.fr

SASU FRONTON CONDUITE
 Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
 Au Capital de 1000 Euros
 Siège social : 665, Avenue de Toulouse à 31620 FRONTON

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 18/10/2018 à Fronton, il a été constitué la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle FRONTON CONDUITE, dont le siège social est 665, Avenue de Toulouse à 31620 FRONTON, ayant pour objet l'activité d'auto-école, établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, et toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles de en faciliter la réalisation. La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse. La Capital Social est de 1000 Euros. La Présidente est Madame Myriam GARCIA épouse FLEURENCE, demeurant 656 G, Avenue Jean Moulin à 82370 LABASTIDE-SAINT-PIERRE.

POUR AVIS, La Présidente



Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société à Responsabilité Limitée AZAÏS ALEXIS

SIÈGE SOCIAL : ROQUES 31 120 – Apt 205 – 20 rue du Diamant Bleu
OBJET : Tous travaux d'installation, entretien et dépannage de plomberie ou de système de chauffage et petits travaux rattachés
DURÉE : 99 années
CAPITAL : 500 euros
GERANCE : Monsieur Alexis AZAÏS demeurant Apt 205 – 2 rue du Diamant Bleu 31120 ROQUES
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis



9 avenue Parmentier
 31086 Toulouse

SOCIETE COMMERCIALE HENRI ROYER
 Société anonyme à Conseil d'administration
 au capital de 1.859.000 euros
 Siège social transféré 2 impasse Louis Sire – 31200 TOULOUSE
 560 801 581 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal des décisions du Conseil d'administration du 18 octobre 2018, le siège social a été transféré du 1 chemin de Virebent, 31200 TOULOUSE au 2 impasse Louis Sire, 31200 TOULOUSE, à compter du 18 octobre 2018. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.
 Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Aucamville du 23 octobre 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : HESTIA - Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique - **Siège social** : 4, Rue Clément Ader - 31140 AUCAMVILLE - **Objet social** : Exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ; l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. - **Durée de la Société** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS - **Capital social** : 10 000 Euros - **Gérance** : Monsieur Antoine CHARCEL-LAY demeurant 6, Impasse Antoine de Saint Exupéry – 31140 PECHBONNIEU. **Immatriculation** : RCS de Toulouse.

Suivant acte authentique en date du 18/10/2018, il a été constituée une SASU. **Dénomination** : SILAK OPTIQUE. **Objet** : la commercialisation, la vente, la distribution, de produits de lunetterie et d'optique. La réalisation de toutes prestations de services s'y rapportant. **Siège social** : 2 rue des violettes villa 21 31780 Castelnest. **Capital** : 100 €. **Durée** : 99 ans. **Président** : M. Mathieu AUMAÎTRE, 2 rue des violettes villa 21 31780 Castelnest. **Conditions d'admission** : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. **Immatriculation RCS TOULOUSE.**

Par acte SSP du 12/09/2018 il a été constitué une SASU dénommée: ALVES **Siège social**: 6, impasse du raspet 31570 STE FOY D AIGREFEUILLE **Capital**: 2.000€ **Objet**: Peinture en bâtiment **Président**: M. ALVES Alexandre 6, impasse du raspet 31570 STE FOY D AIGREFEUILLE **Transmission des actions**: Les cessions d'actions de l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions entre associés ou à un tiers sont soumises à l'agrément des associés statuant à la majorité des voix. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des exceptions légales, il dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. **Durée**: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE



Notre
 ADRESSE
 MAIL

annonceslegales@
 lejournaltoulousain.fr

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 04/10/2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : GMH TECHNOLOGIES
FORME : Société par actions simplifiée
CAPITAL : 5 000 euros
SIEGE : 13, Rue du Gorp – 31400 TOULOUSE
OBJET : Importation, achat, vente, prospection et négoce auprès de professionnels et de particuliers de biens de consommation
DUREE : 99 années
PREsIDENT :
 Joaquim FERNANDES GAMA demeurant 11, Rue Jean Dabadie 31600 - MURET
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.
DIRECTEUR GENERAL :
 DAUVERGNE Henri demeurant 13, Rue du Gorp – 31400 TOULOUSE

Pour avis,

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)



SARL CLASSIQUE PEINTURE
 Société à responsabilité limitée
 Au capital de 1 000 Euros
Siège social : 72 Rue Pierre-Paul Riquet Bât A BAL 2 - 31000 Toulouse
N° Immatriculation : 823 146 857
 RCS de Toulouse

Aux termes de l'Assemblée générale extraordinaire du 30/06/2018, les associés acceptent la démission de M. Faizan LIAQAT de sa fonction de gérant.
 M. Temoor LIAQAT assure donc seul la fonction de gérant à compter de ce jour. **Mention sera faite au RCS de Toulouse.**

Pour avis,
 La gérance.

Changement de gérant

Aux termes d'un acte reçu par Maître BONNEFIS-BOYER Notaire à Toulouse (31000) le 19 janvier 2011 la société civile « SCI AMPARO », au capital de 98.000,00 € dont le siège est fixé à PECHBONNIEU (31140) 17 A route de Gratentour, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 480634807 il a été accepté la démission de Madame Maria GER née de los DESAMPARADOS DOMINGUEZ. Mme Christine HERMOSILLA née GER reste seule gérante.
Inscription Modificative au RCS de TOULOUSE.

NOMINATION COMMISSAIRE AUX COMPTES



13, impasse teynier
 31100 Toulouse

TRANSPORTS ALAIN BARRAU
 Société à responsabilité limitée
 au capital de 800 000 euros
Siège social : 350, route de Vacquiers
 31340 VILLEMATIER
 RCS TOULOUSE 431 819 853

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 29/09/2018, il résulte qu'en application des dispositions de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du code de commerce modifié par la loi n° 2016-1691 du 09/12/2016, le mandat de la société SOTEIRA, Commissaire aux Comptes suppléant, est arrivé à expiration et prend fin à compter de ce même jour.

MODIFICATION OBJET SOCIAL

ART 2000

SARL AU CAPITAL DE 7.622,45 Euros
 30 RUE DE LA POMME
 31000 TOULOUSE
 SIREN 331 395 954
 RCS TOULOUSE 85 B 58

Modification de l'objet social

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 octobre 2018, les associés de la société ART 2000 ont décidé de modifier comme suit l'article 2 « Objet » des statuts :

- Suppression de l'alinéa :
 Galerie d'Art, encadrement de tableaux, achat, vente, représentation en gros ou au détail de produits et fournitures de beaux-arts.
- Remplacement par l'alinéa :
 Location nue de locaux commerciaux.
 Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis, la gérante.

LIQUIDATIONS

« BERNARD T. CONSULTANT »
 Société par actions simplifiée
 en liquidation
 Au capital de 100 Euros
Siège social : 50, rue du Mont Vallier
 31170 TOURNEFEUILLE
 RCS TOULOUSE 809 994 189

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 5 octobre 2018, il résulte que :

- l'associé, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, a :
- approuvé les comptes de liquidation ;
- donné quitus au Liquidateur Bernard Tondreau, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170), 50, rue du Mont Vallier, et déchargé ce dernier de son mandat ;
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse
 Mention sera faite au RCS : Toulouse

Pour avis,

PCZ

Société à responsabilité limitée en liquidation
 au capital de 1000 euros
Siège social : 4, Impasse Jean Chaubert - 31500 TOULOUSE
 813 872 660 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 Septembre 2018 :

Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- Approuvé les comptes de liquidation ;
- Donné quitus au Liquidateur Cédric DIAS, demeurant 4 Impasse Jean Chaubert – 31500 TOULOUSE et déchargé ce dernier de son mandat ;
- Prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.
 Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

NON-DISSOLUTIONS



VOXEL
 Société d'Avocats
 5, Boulevard de l'Embouchure
 Central parc - Bâtiment A
 31021 TOULOUSE cedex 2
 Tél : 05 62 72 38 38
 Fax : 05 62 72 55 55
 www.voxel-avocats.fr

ADVANTIM SERVICES
 Société
 A Responsabilité Limitée
 au capital de 1.000 euros
Siège social : 21 Allée Jean Jaurès – 31000 TOULOUSE
 814 574 190 R.C.S. TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 4 octobre 2018, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de Commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La gérance



Société d'Avocats
 2 Impasse Couzinet
 Parc de la Plaine - BP 95818
 31505 TOULOUSE CEDEX 5

ECURIE MATHIEU BLANC
 SARL au capital de 2 000 euros
Siège social :
 458 chemin du Fourquet
 31860 LABARTHE SUR LEZE
 531 737 104 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération du 25/09/2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis
 La Gérance

DISSOLUTIONS

SAS L OR EST DU BOIS au capital de 2000 € **Siège social** : 20 ALLEE DES CEDRES 31600 ST CLAR RIVIERE 803550300 .L'AGE du 23/10/2018 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/11/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur: M. FRANCOIS YVES TOURNE demeurant 20 ALLEE DES CEDRES 31600 ST CLAR DE RIVIERE. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. RCS Toulouse .

DIVERS

SCP ARNAUD J. LAVILLE V. LAVILLE LAMBERT - CALVET COMBRET
Office Notarial à RODEZ (12)
19 rue Maurice Bompard

Suivant acte reçu par Maître Thierry ARNAUD, le 12 octobre 2018, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle par :
Monsieur Jean-Noël Marc CORSINI, pharmacien, et Madame Karine Emmanuelle MONSARRAT, pharmacienne, son épouse, demeurant ensemble à VIEILLE-TOULOUSE (31320) 3 chemin de Ventanac.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

Extrait prescrit par l'article 1294 du code de procédure civile

Par jugement rendu par la chambre du conseil du tribunal de grande instance de Toulouse en date du 8 octobre 2018, le tribunal a homologué l'acte reçu par Maître Etienne SALES de GAUZY, Notaire associé membre de la SCP « Etienne SALES de GAUZY et Jacques WAINER, notaires associés » titulaires d'un office notarial dont le siège est à Villefranche de Lauragais (Haute-Garonne) 168 rue de la République, le 6 avril 2018 par lequel Jérôme, Christian, Henri BERTHELOT, né le 29 août 1979 à Montauban, de nationalité française, paysagiste et demeurant 5, impasse des Lilas à LA SALVETAT SAINT GILLES - 31880 et Virginie, Lucille MAURIET épouse BERTHELOT, née le 22 mars 1986 à Pau, de nationalité française, infirmière et demeurant 5, impasse des Lilas à LA SALVETAT SAINT GILLES - 31880, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil, aux lieu et place du régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage auquel ils étaient auparavant soumis.

SARL ALTA AUDIT
S.A.R.L. ALTA AUDIT
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 8 000 euros
Siège social : 25 Rue de la Dalbade
31000 - TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 429641012

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 8 Octobre 2018, il a été décidé à l'unanimité, et ce, à compter du jour de l'assemblée :
- De transférer le siège social de TOULOUSE (31000) 25 Rue de la Dalbade à TOULOUSE (31400), 24 Avenue Albert Bedouce
- De modifier la dénomination sociale qui devient COMALIANCE AUDIT SARL
- De prendre acte de la démission de Mr Jérôme LORBLANCHET de ses fonctions de co-gérant ; Mme Corinne DEDDOUCHE demeurant seule gérante de la société.
- De modifier en conséquence les articles 2, 4 et 14 des statuts.
Mention sera faite au R.C.S de TOULOUSE.

Pour avis,

RECTIFICATIFS

Additif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 18/10/18 concernant la SARL M.C.C.J., il convient d'ajouter que l'adresse du Siège social est L'Oppidum 16 rue des Potiers 31320 VIEILLE TOULOUSE.

SARL PERI SSE
Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros
Siège social : 47 Avenue des Pyrénées 31600 MURET
394 255 616 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale réunie le 18/10/2018, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

La Gérance

SARL ESCALE
Société à Responsabilité Limitée
Au capital social de 10 000 €
Siège social :
5 Rue de l'Université du Mirail
31100 TOULOUSE
N° RCS : TOULOUSE 449 483 122

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 Septembre 2018, il résulte que :
L'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour avis

SARL BASSO INFO PHONE
Société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 €
Siège social :
Place Édouard Bouillères
Galerie Marchande Géant
31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 797 879 152

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017, il résulte que :
L'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

Pour avis,

Pour vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet
31000 Toulouse



annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr



09 83 27 51 41

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

Veux-tu T'ABONNER ?

LE JOURNAL TOULOUSAIN DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

OUI
Merci beaucoup!
Ce sera un plaisir de te compter parmi nos lectrices/lecteurs

J'hésite encore...
Tu aimes lire ?
OUI
Tu es curieux ?
NON
Super ça fera un cadeau pour ta tante!

NON
Tu cherches du papier pour allumer ton barbecue ?
OUI
Ça tombe bien, on t'en livre toutes les semaines!
NON
Tu es pour l'extinction des petits bébés ours polaires ?

OUI
Tu aimes essayer de trouver une solution à chaque problème ?
On est fait pour s'entendre. Abonnes-toi !

NON
Tu aimes briller en société ?
OUI
Chaque semaine, pleins d'infos constructives pour faire mouche !
NON
Sors de ta grotte et fais nous un chèque !

OUI
Abonnes-toi, ça urge !
NON
Captain Planet te remercie de t'abonner !

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert
OUI Je m'abonne au JT !

6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
 Par carte bancaire n° _____
Expire fin ____/____ Cryptogramme _____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse